

1.7.2015

A8-0217/8

Amendement 8

Elisa Ferreira, Inês Cristina Zuber, Miguel Viegas, Paloma López Bermejo, Fabio De Masi, Marie-Christine Vergiat, Liadh Ní Riada, Matt Carthy, Martina Anderson, Lidia Senra Rodríguez, Marina Albiol Guzmán, Ángela Vallina, Javier Couso Permyu, Dimitrios Papadimoulis, Miguel Urbán Crespo, Luke Ming Flanagan
au nom du groupe GUE/NGL

Rapport

A8-0217/2015

José Manuel Fernandes

Budget 2016 - mandat pour le trilogue
2015/2074(BUD)

Proposition de résolution

Paragraphe 1 bis (nouveau)

Proposition de résolution

Amendement

1 bis. souligne que le budget de l'Union doit être utilisé de façon à privilégier des politiques de réelle convergence, fondées sur le progrès social ainsi que la préservation et la promotion du potentiel de chaque pays, la création d'emplois, l'utilisation durable des ressources naturelles et la protection de l'environnement, dans le but de parvenir à une véritable cohésion économique et sociale; rejette le "traité sur la stabilité budgétaire", le paquet "gouvernance économique" et le pacte pour l'euro plus, qui sont fondés sur l'austérité et prévoient plus de mesures en ce sens, à la fois au niveau de l'Union et des États membres, qui aggraveront les crises sociales et économiques actuelles, en particulier dans les pays qui connaissent déjà une situation économique et sociale des plus difficiles;

Or. en

1.7.2015

A8-0217/9

Amendement 9

Elisa Ferreira, Inês Cristina Zuber, Miguel Viegas, Paloma López Bermejo, Marisa Matias, Fabio De Masi, Marie-Christine Vergiat, Lidia Senra Rodríguez, Marina Albiol Guzmán, Ángela Vallina, Javier Couso Permuy, Dimitrios Papadimoulis, Miguel Urbán Crespo, Barbara Spinelli
au nom du groupe GUE/NGL

Rapport

A8-0217/2015

José Manuel Fernandes

Budget 2016 - mandat pour le trilogue
2015/2074(BUD)

Proposition de résolution

Paragraphe 1 ter (nouveau)

Proposition de résolution

Amendement

1 ter. souligne qu'il est essentiel d'adopter une stratégie européenne d'investissement public cohérente en mettant en place un "programme d'investissement de l'Union européenne pour le développement durable et l'emploi" représentant au moins 1 % du PIB de l'Union, afin de compléter les actions similaires des États membres en matière d'investissement public; prie la Commission et le Conseil d'inclure les ressources financières nécessaires dans leur proposition de budget 2016;

Or. en

1.7.2015

A8-0217/10

Amendement 10

Elisa Ferreira, Inês Cristina Zuber, Miguel Viegas, Paloma López Bermejo, Marisa Matias, Fabio De Masi, Marie-Christine Vergiat, Liadh Ní Riada, Matt Carthy, Martina Anderson, Lidia Senra Rodríguez, Marina Albiol Guzmán, Ángela Vallina, Javier Couso Permy, Barbara Spinelli, Luke Ming Flanagan
au nom du groupe GUE/NGL

Rapport

A8-0217/2015

José Manuel Fernandes

Budget 2016 - mandat pour le trilogue
2015/2074(BUD)

Proposition de résolution

Paragraphe 1 quater(nouveau)

Proposition de résolution

Amendement

1 quater. estime qu'il faut rompre avec les politiques actuelles de l'Union si l'on veut réellement s'attaquer aux problèmes de la croissance économique durable, du chômage, de la pauvreté, de l'exclusion sociale et des inégalités (de revenu); souligne qu'il faut mettre en place une nouvelle stratégie pour un changement de cap en Europe, un nouveau modèle qui vise le plein emploi, des emplois décents, des salaires décents, la cohésion économique et sociale et une protection sociale universelle afin de garantir le niveau de vie le plus élevé, qui tienne compte des besoins de développement de chacun des États membres, notamment ceux qui sont moins développés, et qui encourage une convergence réelle qui contribue à réduire l'écart de développement entre les États membres ainsi que les disparités économiques, sociales et régionales actuelles;

Or. en

Amendement 11

Miguel Urbán Crespo, Liadh Ní Riada, Younous Omarjee, Marisa Matias, Fabio De Masi, Marie-Christine Vergiat, Matt Carthy, Martina Anderson, Lidia Senra Rodríguez, Marina Albiol Guzmán, Ángela Vallina, Javier Couso Permuy, Paloma López Bermejo, Barbara Spinelli, Luke Ming Flanagan
au nom du groupe GUE/NGL

Rapport

A8-0217/2015

José Manuel Fernandes

Budget 2016 - mandat pour le trilogue
2015/2074(BUD)

Proposition de résolution**Paragraphe 3***Proposition de résolution**Amendement*

3. ***se félicite du fait*** que le projet de budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2016 présenté par la Commission renforce les priorités susmentionnées et qu'il propose d'accroître le soutien de l'Union en faveur de programmes axés sur les investissements, la connaissance, l'emploi et la croissance, et notamment d'un programme de mobilité aussi emblématique qu'Erasmus+; ***estime que le projet de budget pour 2016 est un pas dans la bonne direction afin d'aider les États membres à relever les défis structurels, notamment la perte de compétitivité; se réjouit*** que, outre les hausses dûment attendues aux rubriques 3 (Sécurité et citoyenneté) et 4 (L'Europe dans le monde), la Commission s'efforce de réagir aux derniers événements de l'actualité tels que les crises en Ukraine, en Syrie et en Méditerranée en ***répondant aux besoins de l'Union et des États membres en matière de sécurité et de migration et en affichant une volonté politique forte dans le domaine de l'action extérieure et de l'engagement*** budgétaire envers les pays d'origine et de transit;

3. ***constate*** que le projet de budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2016 présenté par la Commission renforce les priorités susmentionnées et qu'il propose d'accroître le soutien de l'Union en faveur de programmes axés sur les investissements, la connaissance, l'emploi ***décent*** et la croissance, et notamment d'un programme de mobilité aussi emblématique qu'Erasmus+; ***déplore*** que, outre les hausses dûment attendues aux rubriques 3 (Sécurité et citoyenneté) et 4 (L'Europe dans le monde), la Commission ***ne s'efforce pas*** de réagir ***dûment*** aux derniers événements de l'actualité tels que les crises ***humanitaires*** en Ukraine, en Syrie et en Méditerranée en ***adoptant une approche globale et centrée sur les droits de l'homme, qui lie migration et développement et garantit l'intégration des travailleurs migrants, des demandeurs d'asile et des réfugiés, et en favorisant un nouvel engagement politique et budgétaire*** envers les pays d'origine et de transit;

Or. en

1.7.2015

A8-0217/12

Amendement 12

João Ferreira, Inês Cristina Zuber, Miguel Viegas, Paloma López Bermejo, Miguel Urbán Crespo, Fabio De Masi, Marie-Christine Vergiat, Liadh Ní Riada, Matt Carthy, Martina Anderson, Lidia Senra Rodríguez, Marina Albiol Guzmán, Ángela Vallina, Javier Couso Permuy, Dimitrios Papadimoulis, Luke Ming Flanagan
au nom du groupe GUE/NGL

Rapport

José Manuel Fernandes

Budget 2016 - mandat pour le trilogue
2015/2074(BUD)

A8-0217/2015

Proposition de résolution

Paragraphe 3 bis (nouveau)

Proposition de résolution

Amendement

3 bis. rejette toute utilisation du budget de l'Union pour financer une Union européenne militariste et néolibérale; réclame l'établissement d'un nouveau programme qui favorise le développement durable, le renforcement d'une demande intérieure respectueuse de l'environnement basée sur des salaires progressifs, le plein emploi et les droits afférents, la protection sociale, l'éradication de la pauvreté et de l'exclusion sociale ainsi que l'amélioration de la cohésion sociale et économique;

Or. en

Amendement 13

Miguel Urbán Crespo, Liadh Ní Riada, Younous Omarjee, Marisa Matias, Fabio De Masi, Marie-Christine Vergiat, Matt Carthy, Martina Anderson, Dimitrios Papadimoulis, Barbara Spinelli, Luke Ming Flanagan
au nom du groupe GUE/NGL

Rapport**A8-0217/2015****José Manuel Fernandes**Budget 2016 - mandat pour le trilogue
2015/2074(BUD)**Proposition de résolution****Paragraphe 4***Proposition de résolution**Amendement*

4. **salue** l'inclusion du Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS) dans le projet de budget pour l'exercice 2016 et, en particulier, le recours à la marge globale pour les engagements pour couvrir une partie des dépenses nécessaires pour financer le fonds de garantie FEIS de 8 milliards d'EUR, plutôt que de compter uniquement sur une réduction des crédits du programme Horizon 2020 ou du mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE); souligne que le Parlement entendait limiter au maximum les répercussions sur ces deux programmes et que l'accord conclu par les colégislateurs a permis d'éviter un milliard d'EUR de restrictions et d'épargner notamment la recherche fondamentale; s'attend à ce que l'accord final sur le FEIS soit reflété dans les plus brefs délais dans le budget 2016 au moyen d'une lettre rectificative

4. **constate** l'inclusion du Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS) dans le projet de budget pour l'exercice 2016 et, en particulier, le recours à la marge globale pour les engagements pour couvrir une partie des dépenses nécessaires pour financer le fonds de garantie FEIS de 8 milliards d'EUR, plutôt que de compter uniquement sur une réduction des crédits du programme Horizon 2020 ou du mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE); souligne que le Parlement entendait limiter au maximum les répercussions sur ces deux programmes et que l'accord conclu par les colégislateurs a permis d'éviter un milliard d'EUR de restrictions et d'épargner notamment la recherche fondamentale; s'attend à ce que l'accord final soit reflété dans les plus brefs délais dans le budget 2016 au moyen d'une lettre rectificative; **entend éviter que ces deux programmes ne subissent des restrictions et s'engage à compenser la baisse de leurs crédits à l'avenir en renforçant le programme Horizon 2020 au cours de la procédure budgétaire;**

Or. en

AM\1067580FR.doc

PE559.033v01-00

FR

Unie dans la diversité

FR

1.7.2015

A8-0217/14

Amendement 14

Liadh Ní Riada, Younous Omarjee, Miguel Urbán Crespo, Marisa Matias, Fabio De Masi, Marie-Christine Vergiat, Matt Carthy, Martina Anderson, Lidia Senra Rodríguez, Marina Albiol Guzmán, Ángela Vallina, Javier Couso Permuy, Dimitrios Papadimoulis, Barbara Spinelli, Luke Ming Flanagan
au nom du groupe GUE/NGL

Rapport

A8-0217/2015

José Manuel Fernandes

Budget 2016 - mandat pour le trilogue
2015/2074(BUD)

Proposition de résolution

Paragraphe 9

Proposition de résolution

Amendement

9. est préoccupé par la lenteur du démarrage des nouveaux programmes du CFP 2014-2020 en raison de l'approbation tardive des bases juridiques et des programmes opérationnels ainsi que du manque de crédits de paiement en 2014; s'engage à examiner si les crédits d'engagement et de paiement demandés permettront réellement à ces nouveaux programmes d'atteindre leur vitesse de croisière; prie instamment la Commission et les États membres de prendre toutes les mesures nécessaires pour compenser les retards de mise en œuvre de ces programmes;

9. est **vivement** préoccupé par la lenteur du démarrage des nouveaux programmes du CFP 2014-2020 en raison de l'approbation tardive des bases juridiques et des programmes opérationnels ainsi que du manque de crédits de paiement en 2014 **et en 2015 dû à des retards de paiement sur les programmes de l'Union de la période 2007-2013; souligne le préjudice occasionné par ces retards de paiement vis-à-vis des autorités locales, régionales et nationales, notamment celles qui sont confrontées à des difficultés sociales, financières et économiques;** s'engage à examiner si les crédits d'engagement et de paiement demandés permettront réellement à ces nouveaux programmes d'atteindre leur vitesse de croisière; prie instamment la Commission et les États membres de prendre toutes les mesures nécessaires pour compenser les retards de mise en œuvre de ces programmes;

Or. en

Amendement 15

Liadh Ní Riada, Younous Omarjee, Miguel Urbán Crespo, Marie-Christine Vergiat, Matt Carthy, Martina Anderson, Lidia Senra Rodriguez, Barbara Spinelli, Luke Ming Flanagan

au nom du groupe GUE/NGL

Rapport**A8-0217/2015****José Manuel Fernandes**

Budget 2016 - mandat pour le trilogue
2015/2074(BUD)

Proposition de résolution**Paragraphe 10***Proposition de résolution**Amendement*

10. constate que le projet de budget de l'Union pour 2016 s'élève à 153,5 milliards d'EUR en crédits d'engagement (dont 4,5 milliards d'EUR provenant du budget 2014) et à 143,5 milliards d'EUR en crédits de paiement; relève que, abstraction faite de l'effet de la reprogrammation en 2015 et en 2016, ces montants correspondent à une augmentation de +2,4 % en crédits d'engagement et de +1,6 % en crédits de paiement par rapport au budget 2015; insiste sur le fait que ces augmentations globalement modérées, qui respectent la trajectoire fixée par le CFP et tiennent compte de l'inflation, ne constituent pratiquement pas d'augmentation en termes réels, ce qui souligne l'importance de l'efficacité et de l'efficacité des dépenses;

10. constate que le projet de budget de l'Union pour 2016 s'élève à 153,5 milliards d'EUR en crédits d'engagement (dont 4,5 milliards d'EUR provenant du budget 2014) et à 143,5 milliards d'EUR en crédits de paiement; relève que, abstraction faite de l'effet de la reprogrammation en 2015 et en 2016, ces montants correspondent à une augmentation de +2,4 % en crédits d'engagement et de +1,6 % en crédits de paiement par rapport au budget 2015; insiste sur le fait que ces augmentations globalement modérées, qui respectent la trajectoire fixée par le CFP et tiennent compte de l'inflation, ne constituent pratiquement pas d'augmentation en termes réels, ce qui souligne l'importance ***d'une révision du CFP 2014-2020, puisque l'accroissement*** de l'efficacité et de l'efficacité des dépenses ***ne suffit manifestement pas pour répondre aux besoins de l'Union;***

Or. en

1.7.2015

A8-0217/16

Amendement 16

João Ferreira, Inês Cristina Zuber, Miguel Viegas, Paloma López Bermejo, Miguel Urbán Crespo, Marie-Christine Vergiat, Liadh Ní Riada, Matt Carthy, Martina Anderson, Lidia Senra Rodríguez
au nom du groupe GUE/NGL

Rapport

José Manuel Fernandes
Budget 2016 - mandat pour le trilogue
2015/2074(BUD)

A8-0217/2015

Proposition de résolution

Paragraphe 11 ter (nouveau)

Proposition de résolution

Amendement

11 ter. demande l'élaboration de plans d'urgence destinés à soutenir l'économie des pays dans lesquels la troïka est intervenue, qui prévoient des ressources financières ainsi que les nécessaires exceptions au fonctionnement du marché unique et des politiques communes;

Or. en

Amendement 17

João Ferreira, Inês Cristina Zuber, Miguel Viegas, Paloma López Bermejo, Marisa Matias, Fabio De Masi, Marie-Christine Vergiat, Liadh Ní Riada, Matt Carthy, Martina Anderson, Lidia Senra Rodríguez, Marina Albiol Guzmán, Ángela Vallina, Javier Couso Permy, Miguel Urbán Crespo, Luke Ming Flanagan, Barbara Spinelli
au nom du groupe GUE/NGL

Rapport

A8-0217/2015

José Manuel FernandesBudget 2016 - mandat pour le trilogue
2015/2074(BUD)**Proposition de résolution****Paragraphe 11 quater (nouveau)***Proposition de résolution**Amendement*

11 quater. demande que l'actuelle stratégie UE 2020 soit remplacée par une "stratégie européenne pour la solidarité et le développement durable", fondée sur les principes présentés ci-après et comportant de nouvelles politiques économiques, sociales et environnementales, qui encourage l'investissement dans:

i) la qualité du travail sous tous ses aspects (salaires, stabilité, conditions de travail et formation) et l'amélioration des qualifications professionnelles afin de donner à la main d'œuvre de bonnes compétences et une solide formation;

ii) les infrastructures de base, en soutien de l'industrie;

iii) les services publics afin d'en améliorer la qualité;

iv) une solide politique de cohésion afin de renforcer la cohésion économique et sociale;

v) la protection de l'environnement et des ressources naturelles;

vi) l'amélioration des normes de travail, sociales, environnementales et de sécurité, afin de parvenir à une harmonisation au niveau des normes les plus élevées;

vii) l'économie sociale;

viii) la protection sociale afin d'éradiquer la pauvreté et de lutter contre l'exclusion sociale;

ix) la recherche et l'innovation (publiques) afin d'en faire bénéficier tous les citoyens;

x) la promotion de la culture et de la participation de la société civile;

xi) le développement progressif d'une économie moins matérialiste;

Or. en